SENATO DELLA REPUBBLICA

VII LEGISLATURA

(N. 503)

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(FORLANI)

di concerto col Ministro dell'Interno

(COSSIGA)

NELLA SEDUTA DEL 2 FEBBRAIO 1977

Accettazione ed esecuzione del Protocollo relativo ai marinai rifugiati, adottato a L'Aja il 12 giugno 1973

ONOREVOLI SENATORI. — L'accordo relativo ai marinai rifugiati, adottato a L'Aja il 23 novembre 1957, cui l'Italia ha aderito in data 31 ottobre 1966 in seguito a legge di autorizzazione del 13 luglio 1966, n. 654, integra il disposto della Convenzione di Ginevra del 1951 relativa allo statuto dei rifugiati, disponendo fra l'altro, agli articoli 2 e 3, alcuni criteri sussidiari per attribuire la residenza regolare ai marinai che si trovino nelle condizioni previste dall'articolo 1 della Convenzione di Ginevra del 1951.

In base a tale ultima norma, lo *status* di rifugiato poteva derivare solo da avvenimenti precedenti la data del 1° gennaio 1951.

Poichè negli anni successivi l'esodo di profughi in conseguenza di nuovi fatti politici verificatisi in diversi Paesi è continuato, il Protocollo adottato a New York il 31 gennaio 1967 (cui l'Italia ha aderito il 26 gennaio 1972), al fine di evitare ingiustificate disparità di trattamento, ha soppresso la data del 1° gennaio 1951.

Allo stesso fine è stato predisposto il Protocollo relativo ai marinai rifugiati, adottato a L'Aja il 12 giugno 1973, che recepisce la definizione di « rifugiato » contenuta nel Protocollo di New York del 31 gennaio 1967.

Il trattamento previsto per i marittimi rifugiati verrà così esteso a nuovi gruppi di profughi, eliminando ogni possibile discriminazione.

TIPOGRAFIA DEL SENATO (1300) — 2-3-4

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad accettare il Protocollo relativo ai marinai rifugiati, adottato a L'Aja il 12 giugno 1973.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo IV del Protocollo stesso.

PROTOCOLE RELATIF AUX MARINS REFUGIES

Les Parties au présent Protocole,

Considérant que l'application de l'Arrangement relatif aux marins réfugiés, signé le 23 novembre 1957 à La Haye (ci-après dénommé l'Arrangement) est étroitement liée à l'application de la Convention relative au statut des réfugiés, signée le 28 juillet 1951 à Genève (ci-après dénommée la Convention) qui ne s'applique qu'aux personnes devenues réfugiées par suite d'événements survenus avant le 1er janvier 1951,

Considérant que de nouvelles catégories de réfugiés sont apparues depuis que la Convention a été adoptée et qu'il est souhaitable que le même statut s'applique à tous les réfugiés couverts par la définition donnée dans la Convention sans qu'il soit tenu compte de la date limite du 1er janvier 1951 et qu'à cet effet un Protocole relatif au statut des réfugiés a été ouvert à l'adhésion le 31 janvier 1967 à New York,

Désireux d'établir un régime similaire à l'égard des marins réfugiés,

Sont convenues de ce qui suit:

Article I

1) Les Parties au présent Protocole s'engagent à appliquer aux marins réfugiés, tels qu'ils sont définis ci-après, les articles 2 et 4 à 13 inclus de l'Arrangement.

2) Aux fins du présent Protocole, le terme « marin réfugié » s'applique à toute personne qui, étant réfugiée aux termes de la définition contenue à l'article I, paragraphe 2, du Protocole relatif au statut des réfugiés du 31 janvier 1967, sert, à quelque titre que ce soit, comme marin à bord d'un navire de commerce ou dont la profession salariée habituelle est celle de marin à bord d'un tel navire.

3) Le présent Protocole sera appliqué sans aucune limitation géographique; toutefois les déclarations déjà faites, en vertu de l'alinéa *a*) du paragraphe 1 de la Section B de l'article premier de la Convention, par des Etats déjà Parties à celle-ci, s'appliqueront également sous le régime du présent Protocole, à moins qu'elles n'aient été étendues conformément au paragraphe 2 de la Section B de l'article premier de la Convention.

Article II

Tout différend entre les Parties au présent Protocole relatif à l'interprétation ou à l'application de toutes dispositions du Protocole, qui n'aura pu être réglé par d'autres moyens, sera soumis à la Cour internationale de justice à la demande de l'une des parties au différend.

Article III

1) Le présent Protocole sera ouvert à l'acceptation ou à l'approbation de tous les Gouvernements ayant signé l'Arrangement ou y ayant adhéré et de tout autre Gouvernement qui assume à l'égard des marins réfugiés les obligations prévues à l'article 28 de la Convention ou des obligations correspondantes.

2) Les instruments d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

Article IV

1) Le présent Protocole entrera en vigueur le 90ème jour qui suivra la date du dépôt du huitième instrument d'acceptation ou d'approbation.

2) Pour chaque Gouvernement acceptant ou approuvant le présent Protocole après le dépôt du huitième instrument d'acceptation ou d'approbation, le présent Protocole entrera en vigueur à la date où ce Gouvernement aura déposé son instrument d'acceptation ou d'approbation.

Article V

1) Tout Gouvernement peut au moment du dépôt de son instrument d'acceptation ou d'approbation ou à toute date ultérieure, déclarer que le présent Protocole s'étendra à un ou plusieurs des territoires dont il assure les relations internationales, sous réserve qu'il assume, en ce qui concerne celui-ci ou ceux-ci, les obligations mentionnées au paragraphe 1 de l'article III.

2) Cette extension se fera par notification adressée au Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

3) L'extension prendra effet le 90ème jour qui suivra la date de réception de la notification par le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, mais pas avant la date à laquelle le Protocole sera entré en vigueur conformément aux dispositions de l'article IV pour le Gouvernement qui aura effectué ladite notification.

Article VI

1) Toute Partie Contractante pourra dénoncer le présent Protocole à tout moment par notification adressée au Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

2) La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification par le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas. En cas de dénonciation du présent Protocole par une Partie Contractante, toute autre Partie pourra, après consultation des autres Parties Contractantes, dénoncer le Protocole; cette dénonciation produira ses effets à la même date que la précédente, sous réserve d'un préavis d'au moins six mois.

Article VII

1) Toute Partie Contractante qui a fait une notification conformément à l'article V pourra notifier ultérieurement à tout moment au Gouvernement du Royaume des Pays-Bas que le présent Protocole cessera de s'appliquer à tout territoire désigné dans la notification.

2) Le présent Protocole cessera de s'appliquer au territoire, ou aux territoires, en question un an après la date de réception de la notification par le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

Article VIII

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas informera tous les Gouvernements qui ont signé l'Arrangement ou qui y ont adhéré et tous les autres Gouvernements qui ont accepté ou approuvé. le présent Protocole de tous dépôts et notifications faits conformément aux articles III, V, VI et VII

Article IX

Un exemplaire du présent Protocole, dont les textes anglais et français font également foi, signé par le Ministre des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, sera déposé aux archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas qui en transmettra copie certifiée conforme aux Gouvernements visés à l'article VIII.

Conformément à l'article IX du Protocole j'ai apposé ma signature le douze juin mil neuf cent soixante-treize.

(s.) M. Van Der Stoel

Ministre des Affaires Etrangères
du Royaume des Pays-Bas

TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA BENE. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel Protocollo, fra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.*

PROTOCOLLO RELATIVO AI MARINAI RIFUGIATI

Le Parti contraenti del presente Protocollo,

Considerando che l'applicazione dell'Accordo relativo ai marinai rifugiati, firmato a L'Aja il 23 novembre 1957 (qui di seguito denominato l'Accordo) è strettamente connesso all'applicazione della Convenzione relativa allo *status* dei rifugiati firmata a Ginevra il 28 luglio 1951 (qui di seguito denominata la Convenzione), che si applica soltanto alle persone che sono divenute rifugiate in seguito ad avvenimenti verificatisi prima del 1° gennaio 1951,

Considerando che nuove categorie di rifugiati sono emerse dopo che la Convenzione è stata adottata e che è auspicabile che lo stesso *status* sia esteso a tutti i rifugiati contemplati dalla definizione della Convenzione senza tener conto della data limite del 1° gennaio 1951 e che a tal fine un Protocollo relativo allo *status* dei rifugiati fu aperto all'adesione a New York il 31 gennaio 1967,

Desiderando stabilire un regime similare nei confronti dei marinai rifugiati,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo I

1) Le Parti contraenti del presente Protocollo s'impegnano ad applicare ai marinai rifugiati, come definiti qui di seguito, gli articoli 2 e da 4 a 13 incluso dell'Accordo.

2) Ai fini del presente Protocollo, il termine « marinaio rifugiato » si riferisce a qualsiasi persona che, essendo rifugiata secondo la definizione di cui al paragrafo 2 dell'articolo I del Protocollo relativo allo *status* dei rifugiati del 31 gennaio 1967, è in servizio quale marinaio di qualsiasi categoria a bordo di una nave mercantile, o abitualmente percepisce il suo salario come un marinaio a bordo di detta nave.

3) Il presente Protocollo sarà applicato senza alcuna limitazione geografica; tuttavia le dichiarazioni già fatte, in conformità con l'articolo 1, 1) *a*) della sezione B della Convenzione, da Stati già Parti della stessa, si applicheranno anche ai sensi del presente Protocollo, a meno che esse non siano state estese in base all'articolo 1, 2) della sezione B della Convenzione.

Articolo II

Qualsiasi controversia fra le Parti contraenti del presente Protocollo, relativa all'interpretazione o all'applicazione di qualsiasi delle sue disposizioni, che non può essere regolata con altri mezzi, sarà demandata alla Corte internazionale di giustizia a richiesta di una delle Parti della controversia.

Articolo III

1) Il presente Protocollo sarà aperto all'accettazione o all'approvazione di tutti i Governi che hanno firmato l'Accordo o che vi hanno aderito o di qualsiasi altro Governo che si assume obblighi nei confronti dei marinai rifugiati in base all'articolo 28 della Convenzione o obblighi ad esso corrispondenti.

2) Gli strumenti d'accettazione o d'approvazione saranno depositati presso il Governo del Regno dei Paesi Bassi.

Articolo IV

1) Il presente Protocollo entrerà in vigore il 90° giorno dopo la data del deposito dell'ottavo strumento d'accettazione o d'approvazione.

2) Per ciascun Governo che accetti o che approvi il presente Protocollo dopo il deposito dell'ottavo strumento d'accettazione o d'approvazione, il presente Protocollo entrerà in vigore alla data del deposito da parte di detto Governo del suo strumento d'accettazione o d'approvazione.

Articolo V

1) Qualsiasi Governo può, al momento del deposito del suo strumento d'accettazione o d'approvazione, o in qualsiasi altra data successiva, dichiarare che il presente Protocollo dovrà estendersi a uno o più territori delle cui relazioni internazionali esso sia responsabile, purché abbia assunto nei confronti di detto o detti territori quegli obblighi che sono menzionati nel paragrafo 1 dell'articolo III.

2) Tale estensione dovrà farsi con notifica indirizzata al Governo del Regno dei Paesi Bassi.

3) Tale estensione avrà effetto il 90° giorno dopo la data alla quale è stata ricevuta la notifica dal Governo del Regno dei Paesi Bassi, ma non prima dell'entrata in vigore del presente Protocollo per il Governo notificante come specificato nell'articolo IV.

Articolo VI

1) Una Parte contraente può denunciare il presente Protocollo in qualsiasi momento a mezzo di notifica indirizzata al Governo del Regno dei Paesi Bassi.

2) La denuncia avrà effetto un anno dopo la data alla quale è stata ricevuta la notifica dal Governo del Regno dei Paesi Bassi. Qualora il presente Protocollo sia stato denunciato da una Parte contraente, qualsiasi altra Parte contraente, dopo aver consultato le restanti Parti, può denunciare il Protocollo con effetto dalla stessa data, purché sia data notifica almeno sei mesi prima.

Articolo VII

1) Una Parte contraente che abbia fatto una notifica ai sensi dell'articolo V potrà in qualsiasi momento successivo dichiarare a mezzo di notifica indirizzata al Governo del Regno dei Paesi Bassi che il presente Protocollo cesserà di applicarsi ad ogni territorio designato nella notifica.

2) Il presente Protocollo cesserà di applicarsi al territorio o ai territori in questione un anno dopo la data in cui la notifica è stata ricevuta dal Governo del Regno dei Paesi Bassi.

Articolo VIII

Il Governo del Regno dei Paesi Bassi informerà tutti i Governi che hanno firmato l'Accordo o vi hanno aderito e tutti gli altri Governi che hanno accettato o approvato il presente Protocollo di tutti i depositi e le notifiche fatti in conformità con gli articoli III, V, VI e VII.

Articolo IX

Un esemplare del presente Protocollo, i cui testi in inglese e francese fanno egualmente fede, firmato dal Ministro degli affari esteri del Regno dei Paesi Bassi, sarà depositato negli archivi del Governo del Regno dei Paesi Bassi, che ne trasmetterà copie conformi autenticate ai Governi di cui all'articolo VIII.

In conformità con l'articolo IX del presente Protocollo, io ho apposto la mia firma il dodici giugno millenovecentosettantatre.

M. VAN DER STOEL

Ministro degli Affari Esteri
del Regno dei Paesi Bassi